L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 18 SEPTEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI 18 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Rolor & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par Eugene Tourne, coin Royale et Orléans—Le contenu de la confiserie de feu Hyppolite Percival.

Par Charles E. Fortier, au No 49 rue Royale—Un lot de meubles.

Par Vincent & Co.; aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—Marchandises sèches étrangères et américaines, lingerie, articles de fantaisie, etc.

Par Hoffman, Macke & Co., aux No 33 de la rue du Chartres—Grand levée, sans réserve, de lingerie de mousseline, linge d'hommes, de jeunes gens et de jeunes garçons.

ATTENTION!

Vente à 11 heures, pour compte de la succession Hyppolite Percival, tout le stock de la confiserie située coin Orléans et Royale, comprenant vins liqueurs, eaux-de-vie, whiskey, ustensiles pour confiseurs, meubles, &c., ainsi que le bail. Voir les avis à l'encan par Eugene Tourne.

SPECTACLES.

Jeudi, 18 septembre 1873.

ACADÉMIE — La Grande Combinaison LULU.

Le Projet d'Ordonnance pour le Recouvrement des Taxes.

Les taxes ont été mal payées cette année, plus mal encore que les années précédentes; elles étaient aussi plus onéreuses, car les deux taxes, la taxe du ville et celle de l'Etat, avaient été augmentées. Si déjà on les payait peu lorsqu'elles étaient fixées à moins, il est clair qu'on les payerait encore moins avec l'augmentation qui a été faite. Le résultat, en conséquence, n'a dû étonner personne. Il y a longtemps déjà que nous avons écrit qu'un pareil système de fiscalité autrée nous conduirait tout droit et très rapidement à une expropriation générale. Pour ne pas voir cela il fallait être un singulièrement aveugle, ou singulièrement prolétaire, ou singulièrement intéressé au gouvernement radical que nous subissons depuis plusieurs années.

On voit aussi dans les frais de ce gouvernement, le plus absurde, le plus ignorantin, qui fut jamais. Nous ne voulons pas faire entrer en ligne de compte les fripponneries sans nombre qui ont été commises, car si, dans nos divers Conseils de Ville, il n'y eut en que des fripons intelligents, le mal eut été moins désastreux; les fripons intelligents eussent compris qu'en fait de fraudes, de vols, de pillage public et de taxe, il y a des bornes qu'il faut respecter pour ne pas tarir d'un seul coup la source des subsides. Mais ces Conseils étaient composés presqu'entièrement de prolétaires ineptes, d'hommes nouveaux, pris de partout, si novices et si ignorants dans le maniement des affaires publiques, qu'ils s'imaginaient et s'imaginent encore aujourd'hui que la société progresse d'elle-même sans justice, sans code, sans principe, sans droit, et qu'il suffit d'une majorité quelconque, soit dans une Assemblée d'Etat, soit dans une Assemblée municipale, pour faire des lois et un gouvernement.

Et ce qu'il y a de plus désespérant, c'est de voir les mêmes hommes s'irriter contre le gouvernement Kellogg parce qu'il ne signe pas le bill scandaleux de la nouvelle charte de ville, au moyen duquel il pourrait introduire dans le gouvernement de la ville des administrateurs de l'espèce de ceux qu'avait choisis le général Sheridan, qui firent beaucoup de mal tout en croyant faire le bien. Nous devons ajouter, en toute justice, que ceux qui leur ont succédé, n'ont pas mieux valu et que, depuis lors, la municipalité n'a cessé d'être soumise à une dilapidation renforcée jusqu'au moment où le peuple a pu se prononcer librement dans les élections, ce qui nous a valu l'administration actuelle, véritable trésor si on la compare aux administrations précédentes.

Mais cette administration a trouvé la ville obérée, ruinée et couverte sous le fardeau des taxes. Elle a trouvé la ville avec une dette constituée qui l'oblige à prélever annuellement sur ses revenus, deux millions de piastres pour en payer les intérêts; elle a trouvé la ville avec une police et des écoles publiques qui absorbent la moitié de ce qui reste; elle a trouvé la ville dévorée, en outre, par des frais de travaux publics dont le désordre et le but et tout l'inondation sera le résultat, ce qui est déjà arrivé; elle a trouvé la ville menacée dans ses intérêts les plus vitaux et incapable d'entreprendre les améliorations les plus indispensables, incapable de réparer les barrières de ses places et sur le pont, faute d'argent, de se passer d'éclairage; elle a trouvé la ville avec un arriéré de dix ans de taxes non payées et non poursuivies et qui pour la grande majorité sont prescrites aujourd'hui et tout à fait perdues.

Cette administration en est réduite à imaginer des projets d'ordonnance d'une sévérité extrême pour recouvrer au moins ce qui reste. Elle y est forcée et nous avons reconnu sous cet qu'il faudrait en venir là. La mesure, dont nous avons dit bien quelques mots, n'est pas encore votée mais quelque chose de semblable sera voté infailliblement et la ville veut faire honneur aux engagements du passé. Mieux vaudrait ne pas les tenir, car nous pouvons appliquer à la dette de la ville les considérations que nous avons fait valoir contre la dette de l'Etat. Tout emprunt qui n'a pas été contracté dans l'intérêt de la ville et dont, par conséquent, elle n'a pas profité, n'est pas légitime et doit être répudié. Il n'y a de respectable et de valable, selon nous, que l'ancienne dette consolidée, ou celle qui fut reconnue après la réunion des municipalités et du faubourg Lafayette en 1852, la dette provenant des $1,000,000 de billets de ville pour remplacer les taxes non payées sous l'administration militaire, la dette provenant de la vente des Water Works achetés par la ville et dont elle jouit, et plusieurs autres dettes d'un chiffre très borné; le tout pouvant bien s'élever à 14 ou 15 millions. La dette étant aujourd'hui de 22 millions ou moins, il y aurait donc sept ou huit millions à répudier pour faire rentrer la ville sous un régime honnête, sous un régime tolérable et possible.

Sans blâmer, comme nous le disons plus haut, la mesure à laquelle le Conseil semble résoin pour le recouvrement des taxes, nous doutons qu'elle ait un grand résultat. Elle sera tout d'abord taxée d'inconstitutionnalité. On fera valoir devant les tribunaux que les taxes doivent être uniformes et égales; que depuis dix ans, elles ne le sont plus; qu'on a fait payer les uns quand les autres ne payaient pas et n'étaient pas poursuivis; qu'aujourd'hui même encore on poursuit les retardataires de 1873, quand on laisse tranquilles les contribuables délinquants des cinq ou six années antérieures, contre lesquels cependant il y a des jugements inscrits au bureau des hypothèques; on soutiendra qu'il est de toute injustice de ne pas faire grâce d'un jour aux contribuables, qui ont toujours bien payé jusqu'ici, tandis que ceux qui doivent plusieurs exercices ne sont pas menacés de plus de rigueurs.

Ce n'est certainement pas là se conformer à l'article 121 de la Constitution de l'Etat qui contient le principe de l'uniformité et de l'égalité des taxes. Il faut, ce nous semble, que l'ordonnance prescrive l'obligation de poursuivre ceux qui doivent le plus et sont les plus anciens débiteurs, avant ceux qui doivent le moins et qui se trouvent en retard pour la première fois.

Nous dirons à cet égard que ce sont ordinairement les plus faibles contribuables qui s'exécutent le plus vite, et cela se comprend. Ils n'ont pas d'argent pour prendre des avocats et solliciter des injonctions; ils payent pour éviter des frais ultérieurs et sauver leurs chétives demeures; mais souvent en dépit de leur bonne volonté, ils n'ont pas une somme suffisante pour acquitter le compte entier et le shérif Harper, prenant en pitié leur détresse, leur fait grâce du reliquat en sacrifiant ses droits.

C'est là une noble conduite de la part du shérif, et nous sommes bien aise d'avoir l'occasion de lui en faire honneur. Mais revenons au sujet principal de cet article.

Il faut absolument que le Conseil de ville trouve le moyen d'atteindre les gros contribuables, qui non-seulement ne payent pas, mais qui se flattent d'avoir le moyen de ne payer jamais qu'une partie de ce qu'ils doivent, en faisant des compromis, quand leurs taxes, accumulées pendant plusieurs années, s'élèvent à de fortes sommes. Nous insistons donc sur ce point qui nous paraît capital. Il est nécessaire que le projet d'ordonnance contienne une clause en faveur de ceux qui, ayant toujours exactement acquitté leurs contributions, ne se trouvent en arrière que d'une année, c'est-à-dire de la taxe de 1872 payable en 1873.

Nous ne pensons pas non plus que la ville veuille devenir sérieusement propriétaire de tout ce qu'elle va saisir, car elle n'en, tirerait rien, et la mesure ressemblerait à une sanction du gouvernement radical. La ville peut tout au plus prendre les loyers, jusqu'à ce qu'elle soit couverte de toutes les taxes dont le paiement est en souffrance. La poursuite dans cette limite serait une justice pour les contribuables qui ont toujours payé et qui payent encore.

Il est une chose dont la ville doit surtout se garder, c'est de faire vendre les propriétés par suite d'exécution de jugement. Les prix obtenus seraient nécessairement réglé pour le chiffre de l'assessement, et alors on en serait le capital base de la taxe foncière? Il serait à peu près détruit, ce qui causerait un bouleversement total dans le revenu et dans l'administration de la cité. Le revenu serait réduit de plus de moitié et l'administration en deviendrait à peu près impossible.

Beaucoup de gens nous ont dit déjà que l'unique moyen pour eux de faire réduire un assessement scandaleux était de laisser saisir et vendre. Ils rachèteront ensuite en vertu de la loi de l'Etat, ou ils rachèteront eux-mêmes leurs propres biens à l'encan et se serviront de leur nouveau titre pour faire réduire par les tribunaux l'estimation frauduleuse des assesseurs.

Sous beaucoup de rapports, le projet d'ordonnance nous semble mal discerné et, tout en reconnaissant la nécessité d'avoir recours à une mesure énergique pour opérer le recouvrement des taxes, nous pensons que celle qui a été présentée à la dernière séance du Conseil doit être revue, amendée et corrigée.

RAPPORT SUR LES RÉCOLTES DU SUD.—Nous lisons dans le rapport du Comité d'informations et de statistique que la récolte de coton dans l'Etat du Mississippi, même en supposant un beau temps et une gelée tardive, sera fort inférieure à celle de l'année dernière; qu'il en sera ainsi en Louisiane, mais que la récolte sera bonne dans le Texas, ou du moins aussi bonne que la récolte précédente.

Même récolte que l'année dernière dans l'Arkansas, le Tennessee et l'Alabama. Un peu moindre dans les deux Carolines, sur tout dans la Caroline du Sud, et dans la Georgie. En Floride, si le temps est favorable, il y aura bonification.

☞ Avec les mots de bon marché on attire infailliblement le monde dans un magasin, cela est connu; et bien qu'on ait souvent abusé de ces mots pour obtenir une vente rapide, ils produisent toujours leur effet. L'effet est bien plus grand quand ils sont vrais comme dans le cas de l'annonce de MM. Hébert-Miret & Pinsard, qui invitent les acheteurs à faire une visite à leur magasin, rue du Canal 149, où ils pourront se rendre compte de la réalité. La vérité est que jamais stock de marchandises n'a été offert à des prix aussi bas.

L'AFFAIRE DE LIEGE.

Nous avons reproduit, d'après la *Liberté*, l'histoire du duel entre un officier belge et un officier prussien. Notre confrère garantissait l'authenticité du récit que lui adressait un correspondant *particulier*. Ce correspondant ne faisait, d'ailleurs, que confirmer des détails publiés précédemment par plusieurs journaux.

Le fait est de pure invention, ainsi que nous l'apprend la *République française*, plus sérieusement informée que les journaux de l'ordre moral :

"Nous racontions, il y a deux jours, d'après la *Patrie*, un duel où un officier prussien aurait été tué d'un coup de pistolet par un officier belge pour avoir mal parlé de l'armée française à une table d'hôte de Liége. Cette anecdote trouvée nécessaire manque complètement, paraît-il, de fondement : "L'affaire des officiers de Liége, nous télégraphie-t-on de Belgique, est une pure invention; il n'y a pas un mot de vrai." Ainsi donc, le Prussien inattitant notre armée, l'officier belge relevant insulte, Tinjure et envoyant un cartel, le coup de pistolet vengeur du lendemain, tout cela appartient à la légende. *C'est trouvé, ma non c'vero.* C'est égal, pour une fois que nous nous avisons de chercher une perle dans la *Patrie*, nous jouons vraiment de malheur."

Comme confirmation de ce renseignement, nous trouvons dans la *Gazette de Liege* une lettre de l'officier belge dont le nom est cité par plusieurs journaux à propos de cette scène et de ce duel imaginaires. La voici :

"Monsieur,

"Vous m'obligerez en faisant savoir à vos lecteurs que dans l'article que vous reproduisez de la *Petite Presse*, de Paris, et dans lequel mon nom est cité, votre religion a été surprise, et qu'il n'y a absolument rien de vrai dans le susdit article.

"Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, l'assurance de toute ma considération.

"Le capitaine-commandant,
"O'SULLIVAN."

Mais vous croyez que les journaux qui ont donné le vol à ce canard veulent en démordre?

Bien au contraire. Ils envoient en Belgique des reporters chargés de leur donner les détails les plus circonstanciés sur cette affaire.

Et pour le bouquet, nous trouvons dans le bulletin politique d'un organe bien pensant, l'*Assemblée nationale*, la note suivante :

"L'incident du duel de Liége entre un officier belge et un officier allemand, que nous avons raconté en détail avant-hier, continue à préoccuper vivement l'opinion publique, qui se montre de plus en plus indignée de la conduite des officiers prussiens.

"L'*Assemblée nationale* est vraiment impardonnable. Elle a du lire le matin le démenti de la *République française*, puis, à midi, l'*Indépendance belge*, qui reproduisait la lettre de l'officier belge. Enfin, dans le même numéro qui contient cette note, elle publie la rectification communiquée à tous les journaux par l'agence Havas.

(*N. Y. Siècle.*)

LE MARÉCHAL SERRANO.

On connait la lettre par laquelle le maréchal Serrano offre le secours de son épée au gouvernement de Madrid. Se confiera-t-il *les ennemis des libertés espagnoles*.

D'autre part, d'après le *Standard* :

"Le trop fameux général Hidalgo rirait à Washington en qualité de ministre, et les anciens officiers d'artillerie rentreraient dans les droits attachés à leurs grades."

Tout cela ne saurait être que le signe précurseur de la fin.

Or, l'*Univers* qui cite et la lettre de Serrano et la nouvelle concernant Hidalgo, conclut ainsi :

"L'harmonieux Castellar, qui, au lendemain du départ d'Amédée, écrivait à une personne jadis très haut placée :

"Nous essayerons de fonder la République, et si nous n'y réussissons pas, nous proclamerons don Alphonse," l'harmonieux Castellar, disons-nous, vient de prononcer en pleines Cortès, du haut de son fauteuil présidentiel, des paroles caractéristiques : "Nous préférons la dictature à l'anarchie." — Il est nécessaire de répondre à la violence par la force." Le moment est arrivé, lui aussi il fait comme M. Thiers : il *prend son parti*."

Et l'*Univers* fait suivre cette appréciation du *portrait* suivant, peu flatteur, d'ailleurs, sévère mais juste.

"Le vainqueur d'Alcolea n'aurait en garde de se mettre en avant s'il n'avait pas été assuré de ses complices et certain de dominer la situation qu'ils s'efforcent de préparer. Traître, archi-traître envers la mère, il lui serait doux de tenir le fils sous sa tutelle.

"Son ambition est peut-être en droit d'espérer que les provinces du Centre, de l'Est et du Sud ne lui opposeront aucun obstacle sérieux, et il peut se flatter d'obtenir l'appui des cabinets infectés à la révolution. La solution à laquelle il travaille aurait l'avantage de rallier toutes les sympathies sans exciter aucune de leurs craintes. Son avénement au pouvoir ferait la joie de l'Italie et de la Prusse. Cet homme est très digne d'être l'*homme* du prince de Bismark.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La réunion des actionnaires de l'Hôtel St-Louis a eu lieu, hier soir, ainsi qu'on l'avait annoncé,—sous la présidence du docteur Huard.

Le comité, chargé de proposer un arrangement au conseil de direction de la banque des Citoyens, a présenté son rapport, qui a été accepté.

La banque,—c'est-à-dire son président, M. Gaines,—refuse d'accorder l'atermoiement demandé par les actionnaires de l'hôtel. L'assemblée s'est donc ajournée, en laissant ses pleins pouvoirs au conseil de direction nommé par elle, et en l'autorisant à prendre telles mesures qu'il jugera convenable à l'égard de l'hôtel, soit qu'il se décide à le vendre, à le louer ou à l'exploiter.

Nous recevons des billets d'invitation du "Shakespeare Club," pour une représentation théâtrale, qui sera donnée aux Variétés, lundi soir, le 29 de ce mois.

On jouera le drame de "Ravenswood," tiré du célèbre roman de Walter Scott, la "Fiancée de Lammermoor." Ce drame a été composé par deux jeunes Louisianais, membres du Club, MM. F. S. Ganter et George H. Braughn.

Nous ne doutons pas qu'il obtienne un grand succès.

INCENDIES. — A deux heures et demie, hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison en bois, à deux étages, située au No 301 de la rue Baronne, appartenant à Mme McLaughlin et habitée Mme Octavie Heuraleight, qui y tenait une épicerie. La bâtisse a été consumée en moins d'une demi-heure; mais grâce aux efforts énergiques des pompiers, les flammes n'ont pas atteint les maisons voisines.

Les pertes de Mme McLaughlin sont évaluées à $600 et sont couvertes par une assurance de $800 à la Compagnie anglaise "New Orleans, London and Lancashire".

Les dégâts qui ont été faits dans la grocerie par l'eau et le feu, sont estimés à $1,000 et ne sont pas garantis par aucune assurance.

On ignore l'origine de ce feu.

Vers la même heure, un second incendie éclatait, au coin des rues Dumaine et Galvez, dans une maison en bois, à un étage, appartenant à M. Kelly.

La bâtisse a été complètement détruite, ainsi que les deux maisons voisines, appartenant à M. Derbier. Les maisons de M. Derbier étaient toutes deux assurées pour $1,500 à la compagnie Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

On ne connaît pas encore si elles sont couvertes par une assurance.

Nous apprenons de M. John Cefalu, l'estimable président du "Southern Dramatic Club," que cette association se propose de donner, mercredi soir, une grande représentation, au Théâtre National, pour le bénéfice des malades de Shreveport.

Le but est trop louable, pour que nous ne le recommandions pas de tout notre pouvoir.

Venons en aide à nos frères de Shreveport, qui sont plongés dans la plus profonde détresse; que tous les cœurs, vraiment louisianais, s'émeuvent au récit de leurs infortunes.

Une fièvre, qui ne pardonne pas, décime la malheureuse population de cette ville éprouvée: que la Nouvelle-Orléans ne lui refuse pas des secours, des médecins, et surtout un peu de sympathie!

Le "Southern Dramatic Club" a pris une initiative qui fait honneur à ses membres. Nous espérons que les autres Clubs ne voudront pas se laisser surpasser en générosité.

Nous apprenons que vers une heure, hier après-midi, la chaudière du bateau à vapeur *B. L. Hodge* a fait explosion, en face de Gretna. Trois matelots, dont nous ignorons les noms, ont été échaudés assez grièvement, et une petite fille de couleur, âgée de deux ans, nommée Joséphine Emory, a été tuée instantanément. Nous n'avons pu avoir que des renseignements imparfaits sur ce triste accident; nous irons rechercher plus tard à trouver une cause à l'explosion. Le *B. L. Hodge* n'a été que légèrement endommagé; quelques réparations suffiront pour le remettre en état.

FAITS DIVERS. — Mardi soir, vers onze heures, un certain Edmond Montgomery s'est pris de querelle avec un homme dont le nom est inconnu, dans une chambre de la maison située au No 245 de la rue Bienville.

Le résultat du combat a été un coup de couteau au côté gauche de Montgomery.

Le mystérieux inconnu après avoir ainsi *stigmatisé* son adversaire, a pris la poudre d'escampette, et on ne l'a pas revu depuis.

La blessure de Montgomery est grave, mais elle n'est pas mortelle.

On a trouvé, hier matin, vers six heures, en face du *ferry* de la Digue de Morgan, le corps d'un Français, du nom de Jean Michel, flottant dans le fleuve.

Le malheureux noyé paraît avoir de quarante à quarante-deux ans; il était vêtu d'une chemise blanche et d'un pantalon noir. On l'a parfaitement identifié, d'ailleurs.

Une petite fille, âgée de neuf ans, du nom de Victorine Brown, courant dans la rue, hier matin, vers huit heures et demie, est tombée, au coin des rues Magasins et Notre-Dame, sous la roue d'une charrette de déménagement, qui lui a passé sur le corps. Elle a eu la jambe droite fracturée en deux différents endroits et elle a reçu des contusions assez graves.

L'affaire des deux époux Burges, qui ont infatuation si cruellement la pauvre petite Louise Dunaine, a excité la plus grande indignation dans toute la communauté. Une foule considérable s'était réunie, hier matin, dans la cour du juge Staes, du second district municipal, pour entendre les deux accusés, et voir, sans doute, subir avaient un visage humain.

Lorsqu'enfin, les deux misérables ont paru, escortés par plusieurs officiers de police, des cris de mort ont salué leur entrée; et, pendant un instant, on a pu croire que la foule allait mettre en pratique la loi de lynch et faire justice des deux criminels.

Ainsi, le juge Staes s'est-il hâté, après avoir posé quelques questions aux époux Burges, de les renvoyer dans leur cellule, pesant que la prison était l'asile le plus sûr pour eux en ce moment.

Charley Burgess, alias Walker, le principal coupable, est un homme de 23 ans. Natif de Worcester, Massachusetts, il est venu en Louisiane il y a un an à peine, accompagné de sa digne moitié, Joséphine Burgess.

Il est grand et vigoureux; son front est bas et comprimé; son regard est fuit; tout en lui dénonce le vice et la brutalité. Sa femme, Joséphine, est âgée de 23 à 25 ans. Elle est d'une laideur repoussante. Pendant l'interrogatoire, elle n'a cessé de pleurer et n'a pas osé, un seul instant, regarder autour d'elle.

Notre reporter les a visités tous les deux, dans leur cachot, à la prison de parroisse. Ils avouent une partie des faits; mais ils déclarent n'avoir agi que pour le bien de la malheureuse petite fille, qui, disent-ils, leur a été confiée par sa mère, à Cairo.

Charley Burgess paraît peu rassuré sur son sort et une terreur folle s'est emparée de lui. Son châtiment commence déjà.

Joséphine Burgess paraît en effet avoir versé de nombreuses larmes sur la mort de la petite Louise. Elle parle, à qui veut l'entendre, de son innocence méconnue et elle se plaint amèrement de l'injustice des hommes.

Après sa visite aux bourreaux, notre reporter a vu leur victime, la petite Louisa Dunning.

C'est une jolie enfant de six ans et demie, à peu près, aux yeux bleus expressifs, aux cheveux blonds, et remarquablement intelligente pour son âge.

Elle déclare avoir été enlevée de Cairo par Charley Walker, alias Burgess, et emmenée par lui et sa femme à la Nouvelle-Orléans.

Elle a souffert les plus horribles tortures, dès le premier jour de son arrivée en cette ville. Tout son pauvre petit corps n'est qu'une plaie et sa peau blanche et fine est marbrée de grandes taches bleues. Ses cheveux blonds, aux boucles naturelles, ont été arrachés, par poignées, de sa tête; car, les deux monstres à face humaine, qui s'étaient emparés d'elle, ne sachant qu'inventer pour prolonger les souffrances de la malheureuse petite créature, avaient imaginé de la suspendre par les cheveux à un clou, planté dans le mur, à quelques pieds du sol.

Nous passons sur des détails plus révoltants encore. Le docteur Cooper, médecin de la ville, a constaté que Charley Burgess avait commis le plus abominable des crimes sur la personne de cette petite fille de six ans; et cela, à différentes reprises, malgré les plaintes, les cris et les sanglots de sa victime.

Les cris, il les étouffait en étranglant la pauvre enfant, les plaintes et les sanglots l'égayaient et le faisaient rire, ainsi que son estimable épouse, qui lui prêtait généralement main-forte dans ces occasions.

Les preuves sont irréfragables: un crime horrible a été commis! Des délégations des accusés ne les sauveront pas. Il faut que justice se fasse; c'est toute une population indignée qui le demande!

Nous n'avons jamais conseillé la loi de Lynch; mais, nous avouons franchement, que dans un cas pareil, elle serait excusable.

TEMPERATURE. — 17 Septembre 1873. Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	75	24
12 M.	85	29
3 P. M.	87	30
6 P. M.	80	27

☞ On trouve-t-on un assortiment valrié de candis de toute espèce? A la grande fabrique de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée Nos 121 et 123

M. THIERS A LUCERNE.

On écrit de Lucerne au *Journal des Débats* :

J'ai quitté à regret les fraîches et paisibles montagnes des Grisons pour rentrer en Italie par le Saint-Gothard. J'ai profité de mon passage à Lucerne pour aller présenter mes hommages à l'ancien président de la République française.

M. Thiers habite à Lucerne l'hôtel National, construction splendide, récemment décorée sur les bords du lac des Quatre-Cantons.

J'ai trouvé l'ancien président en famille, entouré de quelques livres dont il s'est fait suivre pour ne pas interrompre ses habitudes de travail. Ce sont des ouvrages de haute science, d'astronomie et de paléontologie. Il y avait aussi sur la table quelques volumes d'histoire, des cartes et des plans.

M. Thiers n'a été accompagné que par Mme Thiers et par Mlle Dosne. Il n'a pas auprès de lui même un simple secrétaire. Sa santé est excellente, et son visage sourirant ne porte plus l'empreinte des soucis du pouvoir.

Ses journées sont partagées entre le travail et la promenade. Tous les matins on peut le rencontrer en tenue de touriste, parcourant, seul à pied les allées qui bordent le lac. Sa démarche dégagée n'est nullement celle d'un vieillard. Quelque retirée que soit la vie actuelle de celui qui était naguère à la tête d'un grand gouvernement et dont les journées étaient si laborieusement employées, M. Thiers peut difficilement se défendre contre les ovations qui lui arrivent de toutes parts. On sait que celle qu'il a reçue à Belfort, loin d'avoir été recherchée, a été le résultat d'un accident. Le retard du train a prolongé un séjour qui devait être seulement de dix minutes. A peine eut-on appris que le libérateur du territoire était à Belfort, la population s'émut, non-seulement dans la ville, mais dans les environs.

A Besançon même, les fanfares municipales prirent immédiatement le chemin de fer, mais elles ne purent arriver à temps.

L'intention de M. Thiers avait été d'aller de se rendre en Suisse par le Dauphiné, en s'arrêtant à Vizille, au château de M. Casimir Périer, auquel sa visite avait été promise depuis longtemps. Mais la présence de l'ancien président au centre d'un pays tout entier à Lyon et Grenoble aurait pu donner lieu à des manifestations; M. Casimir Périer lui-même a préféré que M. Thiers ne fît pas halte à la route de Belfort, qui est la plus directe et la plus courte.

A Mulhouse, les autorités allemandes ont tenu M. Thiers à son passage avec beaucoup de courtoisie et de déférence. Elles ont eu le bon goût de ne pas entendre les cris de "Vive la France!" qui certainement n'ont fait naître avec enthousiasme de toutes les poitrines.

Et les Alsaciens et les Lorrains sont Français. Les uns ne se sont établis en Suisse après la guerre, que parce qu'ils voulaient le plus souvent possible pour échapper au spectacle des uniformes.

M. Thiers est, on peut le dire, sans exagération, l'idole de ces populations. Elles espéraient et elles espèrent encore que l'homme d'Etat qui a su rendre à la France son armée saura un jour lui rendre ses provinces.

Rien que le langage de M. Thiers et la conduite de son gouvernement aient toujours été éminemment pacifiques, rien n'a pu ébranler la foi des Alsaciens et des Lorrains. Ceux qui sont ici ne négligent aucune occasion de lui témoigner leurs sentiments sont individuellement, soit par des démonstrations collectives.

Déjà, l'an dernier, pendant mon voyage sur le théâtre de nos premiers désastres, j'avais remarqué quelle était la confiance absolue des Alsaciens en M. Thiers. Il n'a encore impossible de ne pas être profondément ému par la persistance de leurs sentiments et par la merveilleuse de deux mots, toujours les mêmes, pour le prononcer et les politiques et patriotiques à la fois aux objets que nous recevions. Ils sont pour lui d'une fidélité à toute épreuve, et pourront bien nous donner un jour une leçon sur une proposition de révision du capital.

J. M. AUGUSTIN,
Secrétaire.

1t sept—1n

9 — 19 — 7 1/2.

17 sept—2 RÉGULIER.

Trouvé.

Il a été trouvé, au coin des rues Royale et Bienville, deux pièces d'or entourées dans un portefeuille. Elles ont été déposées au bureau du Price Current, où la personne qui les a perdues peut les réclamer.

16 sept—1t

Changement de bureaux.

La compagnie du gaz de la Nlle-Orléans a transféré ses bureaux, du No. 130 de la rue de la Commune à son nouvel édifice, angle des rues Baronne et Commune.

JAMES JACKSON,
Président.

Nelle-Orléans, 16 septembre 1873.

15 sept—1dem

Avis.

Je fais savoir au public que mon épouse, JEAN BAPTISTE REGIN, ayant atteint l'âge de jours, le réclame tous pouvoirs que je pouvais lui donner, et que toute transaction faite par lui en mon nom, à partir de ce jour, sera considérée comme nulle et non avenue.

MARIE ROSE MARREAU,
épouse de J. B. Regin.

16sept—3t

En débarquement du steamship Minnesota, de Bordeaux.

100 Barriques Vin Rouge, "Commerson & Cie" 75 " " Vin Blanc, dito
100 Caisses Cognac, dito
fine Champagne, dito
100 Caisses Fruits à l'eau-de-vie assortis, T. Cousard
200 caisses 100/4 bottes Pard'aux.
Attendu par le navire Rennes," de Marseille, P. D. Lanata," de Gênes et Cette, et par navire "Cairo," de Bordeaux :
300 paniers Huile d'Olive, "A. Fagot,"
50 caisses dito dito Liorgue de Lucques,
"A. Fagot," dito dito
30 barriques Vin de Cette, "Fournaire."
100 caisses Marsanne et Vermicelli.
150 quarts Porto, "Ferreira."
40 huitièmes dito dito
100 barriques Vin Rouge, St. Macaire, "De Lamprey Ant. Buche & Cie."

A vendre par

PINI & BASSETTI,
13 sept—dlois 70 & 72, rue Peters, près Poydras.

ENTREPOT DE TAPIS,

Au No. 17 de la rue de Chartres,
A. BROUSSEAU, Importateur,
Offre, en Gros et en Détail,
AUX PRIX DE NEW-YORK,
En magasin et à la douane,

TAPIS—1000 rouleaux Tapis anglais et américains.
TOILES CIRÉES pour planchers, tables et cuisines.—RATIES—1000 rouleaux Ratines blanches, à carreaux et fantaisie.
STORES, Couvertures de tables et de planchers.
BRISAUX en descente et descente Nottingham.
BROCATELLES, COTELINES, Lettres, Cordons, SUBLAPS, Coutil à matelas, Reps, &c., &c.
Drap Cru.
14sept—6t

ENTREPOT DE TAPIS

ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

168 RUE DU CANAL 168

Reçoivent, en ce moment, de nouveaux arrivages de

TAPIS anglais, Velours et Brusselles,
TAPIS trois plis et Ingrain,
TOILES Cirées de toutes largeurs
STORES, Cornières, &c., qu'ils offrent

Aux prix de New York.

16 sept—1m PP

Crescent City Live Stock Landing and Slaughter House Company. Nouvelle-Orléans, 17 septembre 1873.—Les actionnaires de cette compagnie sont respectueusement informés qu'une assemblée générale aura lieu, à 12 heures, au bureau de la dite compagnie, le 1er octobre prochain, et que les élections pour les directeurs pour l'année suivante auront lieu ce jour-là, entre 10 heures A. M. et deux heures P. M. Ceux qui ne peuvent leur vote sur une proposition de réduction du capital.

J. M. AUGUSTIN,
Secrétaire.

18 sept—1m

Avis.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et ne donne.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec un peu tours de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. PRIX, $5 par an, ou 10 cts le numéro.

☞ On va chercher des perles au fond de l'océan et c'est là la tâche des plongeurs hardies.—Mais il n'est pas de perles plus belles et plus pures que celles qui brillent dans la bouche de la beauté quand cette bouche a été entretenue avec soin et ayant par le "SOZODONT" odorifiant.

16sept—1m

Décédé, hier après midi, à cinq heures moins un quart, CHARLES LIVAUDAIS, à l'âge de quarante-neuf ans. Les amis et connaissances des familles Livaudais et Le Breton sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu CETTE APRÈS MIDI, à quatre heures et demie, de la maison mortuaire, 1 Esplanade, Lafayette, coin rue Carondelet.

Le convoi partira de la maison mortuaire à quatre heures et demie.

Les amis et connaissances qui auront bien voulu ne pas recevoir de billets de faire part sont priés de considérer cette invitation comme leur tenant lieu.

Les amis de la famille sont priés d'assister aux funérailles de notre vice-président, CHS. LIVAUDAIS, décédé hier après-midi, à cinq heures moins un quart. Le convoi partira de sa dernière résidence, Louisiana Avenue, entre Camp et Chestnut, à quatre et demie.

J. SOUGERON, Président.

Société d'Assistance et de Protection Mutuelle des Commis de Banques Nouvelle-Orléans, 16 septembre 1873.—Les officiers et les membres sont priés d'assister aux funérailles d'un des membres de cette société, CHARLES LIVAUDAIS, AUJOURD'HUI, à quatre heures et demie de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, Louisiana Avenue, entre les rues Camp et Chestnut.

Par ordre du Président,
A. DELPEUCH, Secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS,

Au No. 17 de la rue de Chartres,
A. BROUSSEAU, Importateur,
Offre, en Gros et en Détail,
AUX PRIX DE NEW-YORK,
En magasin et à la douane,

TAPIS—1000 rouleaux Tapis anglais et américains.
TOILES CIRÉES pour planchers, tables et cuisines.—RATIES—1000 rouleaux Ratines blanches, à carreaux et fantaisie.
STORES, Couvertures de tables et de planchers.
BRISAUX en descente et descente Nottingham.
BROCATELLES, COTELINES, Lettres, Cordons, SUBLAPS, Coutil à matelas, Reps, &c., &c.
Drap Cru.
14sept—6t

ENTREPOT DE TAPIS

ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

168 RUE DU CANAL 168

Reçoivent, en ce moment, de nouveaux arrivages de

TAPIS anglais, Velours et Brusselles,
TAPIS trois plis et Ingrain,
TOILES Cirées de toutes largeurs
STORES, Cornières, &c., qu'ils offrent

Aux prix de New York.

16 sept—1m PP

Crescent City Live Stock Landing and Slaughter House Company. Nouvelle-Orléans, 17 septembre 1873.—Les actionnaires de cette compagnie sont respectueusement informés qu'une assemblée générale aura lieu, à 12 heures, au bureau de la dite compagnie, le 1er octobre prochain, et que les élections pour les directeurs pour l'année suivante auront lieu ce jour-là, entre 10 heures A. M. et deux heures P. M. Ceux qui ne peuvent leur vote sur une proposition de réduction du capital.

J. M. AUGUSTIN,
Secrétaire.

18 sept—1m

Avis.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et ne donne.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec un peu tours de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. PRIX, $5 par an, ou 10 cts le numéro.

☞ On va chercher des perles au fond de l'océan et c'est là la tâche des plongeurs hardies.—Mais il n'est pas de perles plus belles et plus pures que celles qui brillent dans la bouche de la beauté quand cette bouche a été entretenue avec soin et ayant par le "SOZODONT" odorifiant.

16sept—1m

Décédé, hier après midi, à cinq heures moins un quart, CHARLES LIVAUDAIS, à l'âge de quarante-neuf ans. Les amis et connaissances des familles Livaudais et Le Breton sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu CETTE APRÈS MIDI, à quatre heures et demie, de la maison mortuaire, 1 Esplanade, Lafayette, coin rue Carondelet.

Le convoi partira de la maison mortuaire à quatre heures et demie.

Les amis et connaissances qui auront bien voulu ne pas recevoir de billets de faire part sont priés de considérer cette invitation comme leur tenant lieu.

Les amis de la famille sont priés d'assister aux funérailles de notre vice-président, CHS. LIVAUDAIS, décédé hier après-midi, à cinq